

Burundi : l'opposition prête à reprendre le dialogue avec le pouvoir

@rib News, 03/05/2015 – Source AFP L'opposition s'est dit prête mercredi à reprendre le dialogue avec le pouvoir pour trouver une issue à la crise politique au Burundi, ouvrant la porte à des discussions sur le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza (photo). Dix-sept partis et organisations politiques ont signé une déclaration commune dans laquelle ils affirment de nouveau leur engagement à poursuivre le dialogue entre les parties prenantes au processus électoral en vue de l'organisation d'élections libres, apaisées, transparentes et crédibles.

Cette déclaration est une réaction officielle au sommet des chefs d'État de la région qui s'est tenu dimanche en Tanzanie et a demandé le report au moins jusqu'à la mi-juillet des élections, alors que des législatives et des communales sont censées se tenir vendredi, et une présidentielle le 26 juin. Le pays est en pleine crise politique depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, à un troisième mandat, avec un vaste mouvement de contestation populaire à Bujumbura, violemment réprimé par la police. Plus d'une trentaine de personnes ont été tuées et la sécurité s'est fortement dégradée. L'opposition burundaise a pris acte des décisions du sommet, a déclaré à l'AFP l'un des signataires de la déclaration, Charles Nditije, pour le parti Uprona. Pour nous la question du 3e mandat de Nkurunziza reste non négociable, mais comme les chefs d'État de la région ont formalisé un cadre de dialogue, nous sommes prêts à discuter de cette question autour d'une table, a-t-il expliqué, ajoutant: il n'y a pas de question tabou. Cette déclaration marque une inflexion de la position de ces partis politiques, qui exigeaient jusqu'à présent comme préalable à toute discussion le retrait de la candidature de M. Nkurunziza. Ses signataires ont affirmé néanmoins avec force que la question du 3e mandat (...) constitue la cause numéro un de la crise politique actuelle dans toutes ses dimensions. Sous l'égide de l'ONU, un discret dialogue politique qui inclut des représentants de la société civile, de partis politiques, d'organisations religieuses et du gouvernement, s'est tenu du 5 au 28 mai à Bujumbura. Ces discussions sont néanmoins laborieuses et ont été suspendues à plusieurs reprises. Elles butent en particulier sur l'arrêt des manifestations et le retrait de la candidature de Nkurunziza. Bien sûr que nous continuons à appeler à la poursuite des manifestations, a souligné M. Nditije. Nous avons fait des manifestations pacifiques, alors que la violence est venue du pouvoir et de sa police. Le message d'arrêt des violences (exprimé au sommet de Dar es Salaam) s'adresse au gouvernement de Nkurunziza, a-t-il insisté. Si nous revenons à la table des négociations, il y a des conditions qui doivent être remplies, qui doivent être discutées, notamment le retrait des mandats d'arrêt contre les leaders de la société civile et de l'opposition, et la réouverture des médias privés, selon le chef de l'Uprona. Le dialogue est la seule option pour éviter le pire au Burundi, mais pour cela il faudrait qu'il y ait un véritable report des élections, a commenté un diplomate à Bujumbura. Sur ce report, exigé par les pays de la région, la Commission électorale nationale (Ceni) a fait des propositions techniques à la présidence, qui depuis, ne s'est pas prononcée publiquement sur le sujet.